

848
MARCELLO CAETANO

LE PORTUGAL
EST À NOUS TOUS
NOUS TOUS
SOMMES LE PORTUGAL

DISCOURS PRONONCÉ DEVANT LES MEMBRES
DES COMMISSIONS DE DISTRICT DE L'ACTION
NATIONALE POPULAIRE, LE 27 SEPTEMBRE 1970

560



MARCELLO CAETANO

LE PORTUGAL
EST À NOUS TOUS
NOUS TOUS
SOMMES LE PORTUGAL

DISCOURS PRONONCÉ DEVANT LES MEMBRES
DES COMMISSIONS DE DISTRICT DE L'ACTION
NATIONALE POPULAIRE, LE 27 SEPTEMBRE 1970

SECRETARIA DE ESTADO DA INFORMAÇÃO E TURISMO

1970



INCORPORAÇÃO

560
—
I.N.S.

THE PORTUGAL
EST. & VOL. 1012
VOL. 1012
SOMER & THE PORTUGAL

ESTADO DA REPUBLICA
REPUBLICA DA REPUBLICA

REPUBLICA DA REPUBLICA

C'est avec la plus vive satisfaction que j'ai écouté les paroles prononcées par le président du Comité exécutif de l'Action Nationale Populaire.

Inutile de dire que j'approuve entièrement sa manière de concevoir la structure et les fonctions de l'A. N. P.

Je souhaite que tous ceux qui sont d'accord avec les principes fondamentaux de cette organisation y collaborent, en constituant, s'ils le désirent, leurs propres centres et leurs propres associations, ce qui est admis par les statuts, de préférence à une dispersion des efforts et à une pulvérisation de groupes, qui ne peuvent que réduire les possibilités d'une action intense, vaste et profonde, telle que nous la désirons.

Il nous faut maintenant réaliser un travail de base, afin de maintenir bien vive la flamme de la foi parmi nos affiliés et de leur inculquer la conscience permanente de leurs raisons d'agir.

Une fois les cadres organisés, et renouvelés par le vote direct de ses adhérents, l'Action Nationale Populaire est maintenant en mesure de remplir ses fonctions statutaires.

Et, parmi celles-ci, se détache celle qui consiste à informer et à éclairer les citoyens sur les problèmes nationaux, à leur en expliquer les données, les solutions possibles, et les raisons pour lesquelles il faut opter pour telle solution et non pour d'autres.

Je vous exposerai aujourd'hui quelques points de vue du Gouvernement, m'efforçant ainsi de faciliter le rôle des comités qui viennent d'être institués. Il serait souhaitable qu'à tous les échelons, de la commune au district, aient lieu de fréquentes réunions, non pas pour prononcer des discours, mais pour étudier les principales questions d'intérêt national ou local, afin que les organes centraux de l'Organisation soient constamment tenus au courant de ce que pensent et désirent les affiliés, et que ceux-ci sachent ce qui se passe au niveau où doivent être prises les décisions.

En choisissant cette date pour notre rencontre, le Comité Exécutif a voulu marquer le passage du second anniversaire de mon investiture à la tête du Gouvernement.

Je m'abstiendrai cependant de me livrer à un examen rétrospectif de l'activité déployée durant cette période, qui pourrait trop facilement se transformer en apologie.

Mais, si nous tentons d'examiner la situation actuelle du pays, pour savoir d'où nous allons partir maintenant et quels obstacles il nous faudra surmonter, nous serons nécessairement amenés à dresser le bilan des principaux facteurs qui ont conditionné la politique portugaise et à

la lumière desquels doivent être jugés les actes du Gouvernement et les résultats obtenus.

En premier lieu, il ne faut pas oublier que le Portugal a eu à faire face, dans trois de ses provinces d'outre-mer, distantes entre elles et de la métropole de plusieurs milliers de kilomètres, aux activités terroristes entretenues grâce à l'appui moral et matériel de pays étrangers, d'organisations internationales et de groupes de pression de toutes sortes.

La défense du Portugal d'outre-mer contre les actions terroristes dure depuis dix ans et implique la dépense de sommes considérables et la mobilisation de plusieurs milliers d'hommes. Nombre de familles ont été endeuillées par la perte d'êtres chers. Mais, à part cela, la vie s'est déroulée normalement, dans la métropole et outre-mer. On n'a pas imposé de restrictions sensibles, ni de sacrifices excessifs; la charge fiscale elle-même n'est ni supérieure ni même égale à celle de nombreux pays européens, qui n'ont pas à supporter d'aussi lourdes dépenses militaires.

Il arrive fréquemment que des étrangers nous demandent comment un pays aussi petit et aussi pauvre que le nôtre peut faire face à de telles dépenses. Nos ennemis, qui ne le comprennent pas non plus, s'obstinent à y voir l'intervention de la NATO, alliance anticommuniste, qu'ils veulent discréditer à tout prix aux yeux des pays du Tiers Monde. Mais la vérité est que la NATO, par définition, ne se préoccupe que de l'Atlantique Nord et interdit que ses armes soient utilisées en dehors de cette zone. Un certain nombre de nos alliés au sein de

cette organisation ne cachent pas leur hostilité à la position que nous assumons dans l'hémisphère sud et procèdent à notre égard comme des adversaires. Nous ne recevons aucun appui de la NATO, ni d'aucune autre organisation ou alliance. C'est un miracle, si l'on veut, mais le miracle est là: le Portugal a supporté pratiquement seul l'effort imposé par la défense de ses provinces d'outre-mer.

Cet effort est sans doute admirable, mais ne peut manquer de peser sur notre vie nationale. Et les Portugais ne peuvent manquer d'en tenir compte quand ils exigent que le Gouvernement fasse, réalise, paie encore ceci ou cela. Le Gouvernement est constamment mis en présence d'options difficiles. Nous devons faire face aux problèmes de l'éducation, du développement, de la santé, ici et dans nos provinces d'outre-mer. Mais tout le monde sait que l'argent n'est pas élastique. Et ce n'est qu'au prix de prodiges d'administration que nous pouvons combattre sur deux fronts: le front de la guerre contre le terrorisme et le front de la lutte pour le développement économique et social du pays.

Or, les perspectives futures ne laissent prévoir aucune amélioration de cette situation. Les foyers de guérilla qui existent çà et là dans nos vastes territoires d'Angola et de Mozambique, ou qui nous incommode aux frontières de la Guinée, auraient été depuis longtemps anéantis, n'était l'appui permanent de l'étranger dont j'ai parlé. C'est l'étranger qui procure aux terroristes l'argent, les armes, les vivres et les ressources de toutes sortes, sans

compter un redoutable appareil publicitaire, où le mensonge systématique et la déformation systématique de la vérité jouent un rôle capital.

Au sein des aéropages internationaux sont prononcés des discours où l'ignorance et la mauvaise foi vont de pair. Quiconque prête l'oreille à ces éloquents paladins de la libération des peuples doit penser que les provinces portugaises d'outre-mer sont des territoires où existaient autrefois de solides et prospères organisations politiques et sociales autochtones, que nous, affreux colonialistes, sommes venus opprimer.

Ignorent-ils que ces provinces sont portugaises depuis cinq cents ans? Qu'elles n'étaient avant cela que des territoires désolés, peuplés çà et là par des tribus primitives, qui n'avaient pas la moindre notion de nationalité? Les Portugais s'y sont établis, y ont introduit le commerce, édifié des villes, installé des plantations, fondé des industries, ouvert des routes et ont rendu ces terres habitables, grâce au combat contre la maladie et les forces hostiles de la nature. Là-bas se sont installées des familles, qui en sont parfois aujourd'hui déjà à la septième ou à la huitième génération et qui bien souvent sont le fruit de croisements avec les naturels.

Au milieu du vacarme démagogique soulevé par les ennemis du Portugal, on entend dire que l'Afrique est aux Africains, que le gouvernement doit y appartenir aux majorités. Nous sommes en vérité en présence d'un racisme qui se couvre sous le voile fragile de la démocratie. Pourquoi ne pas admettre l'existence d'Africains

blancs? Pourquoi ignorer que, dans les pays africains, la plupart des individus ne possèdent pas l'esprit démocratique, qu'ils ne sont pas en mesure, ni disposés à mettre en pratique les formules gouvernementales de type occidental? Pourquoi fermer les yeux à la réalité, à savoir au fait que ces «majorités» n'ont pas la mentalité et ne possèdent pas les techniques ou les capitaux qui leur assureraient une véritable indépendance, capable de conduire à la promotion des hommes et à la mise en valeur des richesses naturelles?

La vérité est que si seuls les habitants les plus anciens d'un territoire déterminé ont le droit d'y vivre et d'y gouverner, je ne sais pas ce qui se passera dans le monde! Depuis les époques les plus reculées, des migrations et des invasions se sont produites à la surface du globe. La plupart des Américains et des Canadiens est constituée par des colons et des descendants de colons. Doivent-ils ou non céder le gouvernement aux habitants primitifs et abandonner ces territoires? En Amérique du Sud, les citoyens des pays actuels et leurs gouvernants sont-ils tous autochtones? Pourquoi la présence de colons en Afrique méridionale serait-elle aujourd'hui illégitime et pourquoi ne l'était-elle pas il y a un siècle et demi sur le continent américain?...

Mais, grâce à la série d'arguments sur lesquels s'appuie la sacro-sainte doctrine anticolonialiste, les guérilleros antiportugais bénéficient de sympathies, de complicités et de bénédictions qui les encouragent et les

incitent à nous créer des difficultés dont il est inutile de dissimuler la gravité.

Malgré ces difficultés, dont le peuple portugais doit avoir pleine conscience, nous ne pouvons abandonner la défense de nos territoires d'outre-mer.

Pourquoi?

Pour remplir un destin historique?

Je respecte les traditions nationales. Je pense qu'elles constituent un précieux patrimoine de la Patrie. J'estime qu'un peuple perd son caractère quand il renie son passé. Mais, si l'Histoire seule était en cause, ma position ne serait pas aussi ferme sur ce point. Car l'Histoire se fait au jour le jour, et tout ce qui nous est imposé par les impératifs nationaux, nous devons le faire, que ce soit ou non dans la ligne du passé.

Alors, nous restons dans nos territoires d'outre-mer pour défendre l'Occident? Il est certain que, défendre l'Occident, c'est nous défendre nous mêmes et les valeurs qui représentent l'essence de l'esprit national portugais. Mais, si seule était en cause la défense de l'Occident, ma position ne serait pas aussi ferme. Car nous n'avons pas l'obligation de défendre tout seuls une cause qui intéresse tant de pays et tant d'individus qui n'ont pas la moindre conscience de leurs intérêts vitaux, qui ne comprennent pas le service que nous leur rendons, ou qui ne nous en ont aucune gratitude.

J'admets encore moins que nous restions dans nos provinces d'outre-mer pour servir les intérêts économiques de qui que ce soit. J'ai déjà eu l'occasion de dire que les

grands intérêts se défendent très bien tout seuls et s'arrangent toujours pour capter les bonnes grâces de ceux qui sont au pouvoir.

Il en est qui soutiennent que la défense de nos provinces d'outre-mer est indispensable parce que leur perte impliquerait la perte de l'indépendance du Portugal. Je ne suis pas de cet avis. Il est certain que le Portugal, sans ses provinces d'outre-mer, serait extraordinairement diminué dans le monde. Il perdrait beaucoup de son poids et de sa projection. Il serait davantage exposé à la convoitise de ceux qui veulent le diminuer et le «protéger». Mais l'indépendance du Portugal est dans le coeur, dans l'âme, dans la volonté des Portugais. Sur un territoire vaste ou limité, le Portugal subsistera toujours. Parce que le Portugal, ce n'est pas une quantité, ce n'est pas de l'espace, ce n'est pas de la terre: c'est une manière d'être, une manière d'être hommes et une manière d'être peuple; c'est une patrie, qui ne s'éteindra pas parce qu'on lui aura enlevé une partie quelconque de son territoire, si douloureuse que soit l'amputation, si persistante et si vive que soit la blessure ouverte dans le corps et dans l'esprit.

Non! Les provinces d'outre-mer doivent être défendues, parce que vivent là-bas des millions de Portugais, noirs et blancs, qui mettent leur confiance dans le Portugal, qui veulent continuer à vivre sous les plis de notre drapeau et à jouir de notre paix, et qui n'admettent pas l'hypothèse d'être livrés à la sauvagerie de ceux qui, dans les dix dernières années, ont donné des preuves plus que

suffisantes de la haine qui les anime et de la férocité dont ils sont capables.

Les provinces d'outre-mer doivent être défendues parce que nous avons conscience de défendre une oeuvre de mise en valeur des territoires et de promotion des personnes, qui s'opère dans des conditions dont nous pouvons nous enorgueillir à juste titre.

Les provinces d'outre-mer doivent être défendues parce que nous n'avons pas le droit de ne pas répondre à la confiance qu'ont mise en la patrie portugaise ceux qui, dans toutes ces provinces, travaillent, investissent, créent, avec un enthousiasme admirable, à tel point que, récemment encore, un témoin étranger, dont l'objectivité ne saurait être soupçonnée, a pu considérer l'explosion économique de l'Angola, par exemple, comme la réalité la plus brillante et la plus prometteuse de tout le continent africain !

Au cours de la dernière campagne électorale, quelques membres de l'opposition ont préconisé la résolution de la question d'outre-mer au moyen de négociations avec les chefs des guérilleros, solution d'ailleurs constamment soutenue par les amis des terroristes qui, dans les réunions de l'Organisation de l'Unité Africaine ou des pays non alignés, tentent de venir à bout de la résistance portugaise.

J'ai déjà eu l'occasion d'examiner publiquement et froidement cette solution. En fait, les guérilleros n'ont obtenu aucun succès effectif et permanent. En dépit des mensonges de leur propagande, suivant lesquels ils con-

bleraient de vastes parcelles de nos territoires, la vérité est qu'ils ne sont parvenus à occuper que des réduits isolés, comme celui de Cabo Delgado, d'où récemment nos troupes les ont vaillamment expulsés. Nous irions alors négocier quoi, et avec qui? Allons-nous négocier avec des gens qui se font la guerre entre eux, suivant leurs diverses obédiences, soviétique ou chinoise? Allons-nous leur donner ainsi une force qu'ils n'ont pas, leur livrer un territoire qui ne leur appartient pas, mettre à leur merci des hommes, des femmes et des enfants qu'ils ne respecteraient pas?

Tout le monde sait que nous ne pratiquons aucune discrimination raciale; que, sur nos territoires, nous ne faisons aucune différence de couleur.

Nous souhaitons, et nous souhaitons vivement, qu'au sein des institutions autonomes des provinces d'outre-mer — dans leurs municipalités, dans leurs conseils administratifs, dans leurs gouvernements — siègent de plus en plus nombreuses des personnalités natives, et que la représentation de ces personnalités au sein de l'Assemblée Nationale et de la Chambre Corporative soit également de plus en plus large. Cette participation dépend uniquement de l'existence de personnes dotées des qualités morales et techniques nécessaires pour l'exercice des fonctions politiques. Nous poursuivrons dans cette voie sans défaillance.

Quant au reste... Quant, par exemple, à la campagne incroyable qui est menée contre nous, et dont la principale tribune est l'Assemblée des Nations Unies, nous

n'avons d'autre solution que celle qui est préconisée dans notre vieil adage portugais: à folles paroles sourde oreille.

Que dire en effet d'une organisation comme cette triste et pauvre O. N. U. qui, au moment de célébrer sa 25^e année d'existence peut se vanter de ne pas avoir résolu un seul des graves problèmes de la vie internationale suscités au cours de cette période — qu'il s'agisse de Berlin ou de la Corée, de l'invasion de la Hongrie ou de la Tchécoslovaquie, du Vietnam ou du Moyen Orient, qu'il s'agisse de n'importe quel autre problème de ce monde troublé et affligé où nous vivons — et qui reproche aux Portugais de s'être défendus contre les bandits qui en 1961, au Congo, se sont vantés de scier à la scie mécanique des hommes sans défense, et ont massacré tous ceux qu'ils ont trouvés sur leur chemin, sans distinction de sexe ni d'âge?! D'une organisation qui s'obstine à affirmer que l'action de police menée par les Portugais contre ceux qui troublent l'ordre dans leurs territoires met en danger la paix du monde?! D'une organisation qui qualifie la construction du barrage de Cabora-Bassa, destiné à mettre extraordinairement en valeur une vaste parcelle de la vallée du Zambèze, et à mettre à la disposition de millions d'individus un potentiel énergétique d'une importance incalculable, — qui qualifie, dis-je, cette réalisation gigantesque, du seul fait qu'elle est l'oeuvre des Portugais, de crime contre l'Humanité?!

Je ne dis pas que le monde soit devenu fou dans sa totalité. Mais, que les fous y assument une importance, y exercent une influence plus grandes que jamais; que leurs attitudes, leurs opinions, leurs paroles aient aujourd'hui plus d'acceptation et de crédit qu'elles n'en ont jamais eues, c'est-là une vérité que personne ne pourra nier!

Et la difficulté consiste à gouverner dans ce monde où les personnes saines d'esprit en viennent parfois à douter d'elles-mêmes et à se demander qui a raison: ceux qui, suivant les canons traditionnels, ont un comportement normal, ou bien ceux qui constituent aujourd'hui une apparente majorité, grâce à l'approbation que leur apporte le silence général, et à la peur terrible qu'ont ces derniers abencérages de la raison d'être malvus, s'ils manifestaient leur divergence à l'égard des aberrations tératologiques malheureusement courantes!

J'en reviens à nos problèmes internes, pour insister sur le fait que la défense des provinces d'outre-mer constitue un devoir sacré, mais qu'il en résulte des charges qui ne peuvent être ignorées et oubliées par le peuple portugais.

Le Gouvernement fait ce qu'il peut pour faire face simultanément aux dépenses militaires et aux nécessités fondamentales de l'expansion économique et du développement social; mais il doit faire appel aux citoyens pour qu'ils réfrènent leurs égoïsmes et leurs impatiences et collaborent par leur compréhension à la tâche collective.

Nous devons produire beaucoup et travailler productivement. Nous devons maintenir l'esprit d'entente entre employeurs et travailleurs, qui est la base de la paix sociale. C'est pourquoi nous devons avancer avec précaution dans les domaines de l'économie et de la situation des travailleurs, car les revendications excessives et généralisées qui ne tiennent pas compte de leurs répercussions dans la vie économique peuvent déclencher un processus de crise, dont on sait comment il commence, mais dont il n'est jamais possible de dire comment il finit.

Nous avons tous intérêt à progresser, et le Gouvernement plus que quiconque. Mais, tandis que chaque classe, chaque groupe, chaque localité voit son intérêt particulier, il appartient au Gouvernement de voir de haut et loin, de manière à fondre tous ces intérêts dans le plus ample intérêt général. Et l'intérêt général ne permet pas toujours des solutions satisfaisantes pour les revendications de chacun, si justes qu'elles puissent paraître sur le moment. Nous sommes une Nation, au sein de laquelle nous sommes tous liés par une solidarité étroite, indissoluble, dans les bons comme dans les mauvais moments. Nous devons donc penser qu'au-delà de nos propres intérêts, il en est d'autres qui commandent la vie collective.

Le Gouvernement a préparé et mis en oeuvre un certain nombre de grands projets de développement qui, dans quelques années, pourront avoir un impact considérable sur l'économie nationale. Cependant, nous ne pouvons promettre que sera atteint en un clin d'oeil le

niveau de vie des pays beaucoup plus riches et plus prospères du centre de l'Europe, vers lesquels s'est dirigée notre émigration, à la recherche de salaires élevés.

La vérité est que nous avons une agriculture constamment en crise, en crise quand nous disposons d'un excès de main-d'oeuvre, en crise quand la main-d'oeuvre se fait rare et qu'il faut s'engager dans la voie de la mécanisation. Cette crise, dont j'ai entendu parler durant toute ma vie, ne peut être que le résultat du manque d'aptitude de nos terres et des conditions défavorables de notre climat pour les cultures qui y sont pratiquées, et peut-être aussi des défauts de notre structure agraire et d'une capacité d'entreprise insuffisante. Il y a beaucoup à faire dans ce domaine, au-delà des protestations faciles, exprimées avec une arrogante vigueur verbale.

Nous avons une industrie qui, sauf de rares exceptions, manque de dimension et d'audace, habituée qu'elle est, depuis toujours, à un protectionnisme qui ne devrait être que passager et destiné seulement à lui permettre d'atteindre une vigoureuse majorité compétitive; une industrie viciée par la manière dont le crédit est utilisé pour suppléer aux carences du capital.

Et notre commerce ne se lance pas sur les marchés extérieurs avec l'imagination, la persistance et la fermeté qui seraient à désirer.

Nous sommes ainsi en présence d'un autre facteur qui conditionne la politique nationale aussi bien que l'action du Gouvernement: une économie caractérisée par le manque d'initiative, par la timidité des capitaux,

par l'insuffisance des cadres et par une excessive dépendance de l'Etat.

A chaque instant, les activités économiques font appel au Gouvernement, demandent l'aide du Gouvernement, se plaignent des décisions du Gouvernement, sont inquiètes à propos des intentions du Gouvernement, veulent savoir les opinions du Gouvernement, font dépendre leur comportement des attitudes du Gouvernement...

Nous avons besoin d'une économie plus sûre d'elle-même, plus indépendante, plus dynamique, bien qu'obéissant aux lois du pays et collaborant à son progrès, animée de la conscience de l'intérêt national.

Nous avons beaucoup d'éléments favorables pour envisager avec confiance l'avenir de notre économie. Parmi ces éléments, figurent la solidité et la stabilité de la monnaie.

Des voix, inspirées on ne sait par qui, ont commencé à préconiser, dans les derniers temps, la dévaluation de l'escudo. Ceci signifierait que, de notre propre décision, les étrangers obtiendraient, en échange de leurs monnaies, davantage d'escudos et auraient un pouvoir d'achat plus élevé sur les marchés portugais.

Mais pourquoi le ferions-nous? Uniquement, comme je l'ai entendu insinuer çà et là, pour modifier la politique de prestige de la monnaie portugaise que le Dr. Salazar a maintenue inaltérable durant les quarante années de son gouvernement? Etrange manière de marquer la prédominance du goût de l'évolution sur la prudence de la continuité!

Un pays ne dévalue sa monnaie que quand il ne peut faire autrement, ou quand cela lui convient. Or, nous n'avons aucune nécessité de modifier le taux de change de notre monnaie en relation aux monnaies étrangères, car notre banque émettrice possède des réserves dont la proportion, relativement au commerce extérieur annuel, est des plus élevées du monde, et ces réserves continuent à s'accroître.

Et il ne nous convient pas de dévaluer. La dévaluation convient aux pays qui exportent beaucoup à l'étranger et qui cherchent à augmenter la quantité des exportations, par cet avantage concédé à l'acheteur étranger. Mais le Portugal exporte beaucoup moins qu'il n'importe, et nos articles d'exportation n'ont qu'une élasticité très limitée, en quantité et en prix.

En compensation, comme nous importons beaucoup, en cas de dévaluation, nous devrions payer plus cher ce que nous achetons à l'étranger. Et les dettes à l'étranger ne sont pas, généralement, exprimées dans notre monnaie, mais bien dans les monnaies étrangères. Ce qui signifierait qu'en cas de valorisation de ces monnaies, par suite d'une dévaluation de la nôtre, nous devrions payer davantage que nous ne recevions.

Dans ces conditions, et dans le moment présent, la dévaluation de l'escudo serait un acte stupide, parce qu'inutile, et une mauvaise affaire, parce qu'inopportune.

Je reconnais qu'il y a des cas où des pays doivent dévaluer leur monnaie, et que ceci n'a rien de déshono-

rant pour ceux qui le font. Mais, je le répète, nous ne sommes pas dans ce cas.

Les personnes qui ont parlé de dévaluation l'ont fait peut-être avec la préoccupation de mettre notre montre à l'heure de l'Europe, en imitant, comme il se doit, les actes des pays «civilisés».

C'est une idée naïve qui me rappelle les individus semi-assimilés des territoires sous-développés, qui portent des lunettes, bien qu'ils n'en aient nul besoin, uniquement parce que cela leur donne un air de civilisation !

D'ailleurs cette question de l'Europe a aussi désorienté chez nous beaucoup de gens. On a créé un faux dilemme qui conduirait à opter entre l'Europe et l'Afrique, dans des termes dramatiques, qui ont même provoqué des divisions, des polémiques et des soupçons injustes, d'un côté ou de l'autre.

Entendons-nous bien.

Quand on parle du rapprochement du Portugal de l'Europe, on peut faire allusion, laissant de côté l'aspect culturel, au mouvement d'entente économique qui se traduit par l'union douanière, ou bien au mouvement d'intégration politique sous la forme d'une fédération européenne.

Nous avons beaucoup à gagner à l'union douanière. Nous aurions tout à perdre à la fédération politique.

Cependant, la fédération politique est loin d'être une idée en marche. Dans une fédération européenne, nous serions toujours un parent pauvre, oublié, sans aucune

influence dans les décisions communes, et nos destinées seraient aliénées aux intérêts des puissances dominantes.

N'oublions jamais ce détail géographique: à partir de l'Atlantique, nous sommes les premiers; mais, vus de Paris, de Berlin ou de Moscou, nous serons toujours les derniers du continent.

Politiquement, il est souhaitable que les nations européennes s'entendent et se concertent; mais l'Europe ne peut ni ne doit cesser d'être l'Europe des patries!

Maintenant, en ce qui concerne les ententes économiques, la vérité est que, bien qu'ayant de très grands intérêts sur d'autres continents, la métropole portugaise est située en Europe et ne peut échapper à la fatalité de cette position géographique.

Et ce n'est pas aujourd'hui seulement que nous allons faire l'expérience dans le domaine des accords économiques européens, puisque nous faisons partie, depuis pas mal d'années déjà, d'une des organisations existant en Occident: l'Association Européenne de Libre Echange, ou EFTA, au sein de laquelle nous avons assumé des engagements, et dont nous recevons des avantages qui nous ont déjà conduits à un certain stade de libération et de coopération auquel nous ne pouvons renoncer. Les accords que nous pourrions signer avec le Marché Commun devront partir de cette situation déjà acquise, pour qu'elle continue à se développer dans les termes stipulés. Nous ne sommes donc pas des novices, je le répète, dans le domaine de la coopération économique européenne, et

il n'y a aucun motif d'alarme du fait que nous poursuivons dans la voie de cette coopération.

L'EFTA ne nous a pas empêchés de maintenir nos liens économiques avec nos provinces d'outre-mer. Ce qui trouble la normalité et le resserrement des relations entre les différentes parcelles du Portugal, ce ne sont pas les engagements avec les pays européens, mais d'autres causes, parmi lesquelles le grave et complexe problème des transferts.

Personnellement, je n'ai jamais été d'accord avec le système des paiements interterritoriaux actuellement en vigueur. J'ai à ce sujet des idées établies : mais je ne suis pas assez orgueilleux pour les considérer comme les seules valables, et je n'exerce pas un pouvoir despotique pour les imposer. J'attends donc que les experts formulent des solutions pratiques, efficaces et urgentes pour cette grave question.

Je vois, Messieurs, que le temps a passé, et je vois que, bien que je ne me sois étendu sur aucune question, il en reste encore beaucoup dont j'aimerais vous entretenir. Mais votre patience a des limites, et je choisirai donc pour terminer un autre point qui fait également l'objet de nos préoccupations et qui conditionne la vie politique actuelle.

Ces deux années se sont déroulées dans un climat mondial de contestation qui partout a mis en cause, surtout parmi la jeunesse, les fondements de l'ordre social et la légitimité de notre civilisation.

Bien que ces mouvements arrivent toujours avec quelque retard au Portugal, il est certain que nos couches juvéniles ont été également affectées par la vague contestataire, et que, parmi elles, le socialisme a connu une faveur inattendue et une expansion impressionnante, soit dans sa version marxiste, soit dans ses versions trotskyste ou anarchiste, sous les teintes chinoises du maoïsme, ou dilué dans les vagues verbosités du castrisme.

Comme toujours, ce sont des minorités audacieuses qui agissent et qui dominent. Mais la masse assiste, complaisante, ou suit, soumise, sans réagir à la mode venue de Paris, telle qu'elle a été lancée par la révolte de 1968.

On attaque dans leurs fondements, non seulement toute autorité, mais encore la société elle-même. Et c'est pourquoi, ce n'est pas seulement l'autorité qui doit se défendre: c'est la société, par l'intermédiaire de tous ses organes et de tous ses éléments, qui doit justifier la raison de son existence sous sa forme actuelle, et sa capacité de se corriger. Bien que, dans notre pays, la résistance de tous les secteurs établis soit certaine (déterminée, pour ainsi dire, par l'instinct vital de conservation, par le bon sens, et éclairée par l'expérience qui montre que la promesse du paradis sur terre, quand on s'y laisse prendre et que l'on tente de la transformer en réalité, conduit infailliblement à la vie dans un enfer), il n'en est pas moins vrai que notre milieu n'est pas préparé pour former les anticorps qui doivent combattre et éliminer l'infection. Infection d'autant plus dangereuse qu'elle provient également de certains cercles religieux, d'où on s'y

attendrait le moins, et qui infectent l'esprit des fidèles, habitués à suivre avec confiance leurs pasteurs.

Certains secteurs de l'église catholique révèlent des tendances qui ne peuvent manquer d'inquiéter le pouvoir civil.

Je n'ai pas à me prononcer, et je ne me prononcerai pas, sur les problèmes internes de l'Eglise. Mais les gouvernants ne peuvent être indifférents au fait que certains membres du clergé prétendent mettre à profit leur caractère sacerdotal et le respect traditionnel qu'il inspire, ainsi que les facilités découlant de la liberté de culte et d'endoctrinement, pour s'engager dans une action politique antisociale et antipatriotique.

Il s'agit d'une infime minorité du clergé. Mais, quelle que soit son étendue, le fait existe et sa gravité est indéniable.

Le clergé a été préparé pour exercer un ministère spirituel. Quand il intervient dans les problèmes du gouvernement temporel des sociétés, il lui manque la préparation adéquate et il n'a que trop de dispositions à accepter comme légitimes toutes les plaintes, tous les murmures et tous les mécontentements des hommes.

Que l'Eglise doive être du côté des opprimés, personne ne le conteste. Moi aussi j'y suis. Il reste à savoir ce qu'est l'oppression, et qui est réellement opprimé. Car si nous acceptons une certaine notion d'oppression, mise en vogue par les doctrines socialistes, nous fomenterons bientôt la guerre de tous contre tous, la guerre de quiconque est soumis à un minimum d'obéissance contre qui-

conque exerce un minimum d'autorité. La guerre des enfants contre les parents, des femmes contre les hommes, des élèves contre les professeurs, des employés contre les employeurs, des gouvernés contre les gouvernants, des citoyens contre le Pouvoir.

Corruptio optimi pessima, disaient les anciens: la pire des corruptions est celle des meilleurs.

L'idéal d'une justice absolue fondée sur le consentement et sur l'accord de tous et de chacun, sans exception, à propos de tout ce qui est délibéré et résolu, ne conduirait pas finalement à cette paix idyllique symbolisée par la douceur et la blancheur de la colombe, mais bien à une guerre universelle, née de la dispute permanente et de la mésentente constante entre les individus.

Il paraît que les jeunes vivent en une douce harmonie quand ils sont réunis dans l'oisiveté, pour chanter et aimer, libres de toutes les entraves et de toutes les préoccupations. Mais la vie ne peut en rester là.

Qu'on le veuille ou non, la vie moderne ne pourra plus revenir à la simplicité primitive, et même la destruction de tout ce que la civilisation mécanique a produit, si elle était possible, ne pourrait transformer les hommes, parvenus à de tels sommets de la connaissance et de la technique, en des êtres satisfaits et capables de jouir d'un bonheur sans ambitions. Au fond de nous-mêmes, il y a une inquiétude irrépressible; et, comme la véritable joie de l'esprit n'est pas à la portée de tous, nous cherchons un succédané dans le bien-être matériel.

C'est aujourd'hui la mode que les personnes d'un certain âge fassent leur mea culpa à l'égard des jeunes, reconnaissant que leurs protestations sont en grande partie justifiées et que les véritables coupables sont les plus vieux, qui ne comprennent par les jeunes et qui n'ont pas su leur préparer un monde meilleur...

Quant à moi, je ne suis pas de cet avis. Depuis des millénaires, chaque génération, recevant l'héritage du passé, peut se considérer comme frustrée dans bien des domaines de la vie, convaincue qu'elle pourrait jouir d'un monde meilleur, sans bien discerner ce qui aurait pu et ce qui n'aurait pas pu être corrigé.

Il n'y a, dans ces conditions, que trois attitudes possibles: se résigner et laisser courir; se révolter et tout détruire sans rien améliorer; ou bien enfin essayer de corriger les maux et de travailler d'une manière constructive pour tenter de léguer aux générations futures un monde meilleur.

Ma génération au Portugal a choisi ce troisième chemin. Certes, nous n'avons pas atteint, sur le plan matériel comme sur le plan moral, tous les objectifs que nous désirions. Mais nos intentions étaient nobles, nos actions généreuses, et nous avons déployé un labeur intense en faveur du bien commun.

J'ai le sentiment que nous léguons aux générations nouvelles un Portugal meilleur que celui que nous avons reçu. Il leur appartient maintenant de continuer. Et je souhaite ardemment qu'ils fassent mieux que nous. Mais

ce n'est pas en appliquant les méthodes contestataires qu'ils y parviendront, ni en s'abandonnant aux idéologies qui conduisent à ce triste spectacle d'un peuple sans motivations individuelles, où la richesse de la personnalité se perd dans la monstrueuse divinisation du collectif.

Entretiens, le devoir de ceux qui gouvernent est de défendre la légalité et l'ordre qui leur ont été confiés, et dont l'évolution ne peut s'opérer que par des moyens pacifiques et réguliers.

Bien souvent se pose à l'homme d'Etat chrétien le problème de la cohérence de sa foi avec ses actes. Quand un criminel porte atteinte à l'ordre social, détruit des vies ou viole les droits du voisin, le particulier peut pardonner, et même présenter l'autre joue; le gouvernant ne le peut pas. Alors que sont en cause les intérêts légitimes de l'existence et de la coexistence pacifique d'innombrables individus, le Gouvernement doit nécessairement prévenir ou réprimer les actes ou sévir contre leurs auteurs qui compromettent ces valeurs essentielles. Il peut y avoir des motifs individuels dont nous devons tenir compte? C'est-là un second stade qui appartient à la phase du jugement des actions humaines: mais, au moment de l'infraction, c'est l'acte pernicieux qui doit être évité ou réprimé.

L'Action Nationale Populaire va certainement se heurter sur son chemin à de nombreux problèmes soulevés par les ferments de l'anarchie qui existent çà et là parmi nous.

Il importe de réaliser un effort pour expliquer, éclairer, former, pour combattre les tendances antisociales. Je répète ce que j'ai déjà dit: il suffira très souvent de faire appel au bon sens, que la majorité des Portugais n'ont pas encore perdu, et qui est un bon antidote contre toutes les paroles, toutes les attitudes et tous les actes insensés auxquels nous assistons un peu partout.

Ne restons pas muets; ne capitulons pas; ne nous laissons pas séduire par les faux prophètes qui, en cette heure apocalyptique, pullulent et répandent leurs mensonges ambigus.

La réforme de la société portugaise devra être réalisée pacifiquement, à pas larges mais sûrs. Une longue période de révolutions et de guerres civiles dans notre histoire a prouvé que l'agitation subversive n'est capable de résoudre aucun de nos problèmes réels. En revanche, elle a été responsable d'un siècle de retard, un siècle durant lequel les Portugais se sont battus les uns contre les autres, ont détruit une grande partie du patrimoine commun et ont abandonné les richesses nationales pour finalement se retrouver plus pauvres qu'ils n'étaient, après avoir perdu les occasions que les temps leur offraient.

Nous ne répèterons pas cette expérience désastreuse! Nous ne nous engagerons pas de nouveau sur cette fausse route! Le peuple portugais aime véritablement la paix. La paix authentique qui naît de l'amour et de l'entente, et non pas des germes de haine, de mensonge et de révolte imprudemment semés, et qui ne pourront conduire qu'à des tempêtes dévastatrices.

C'est dans la voie des réformes fécondes que nous devons poursuivre. Sans impatiences. Car seul est fécond l'acte qui a été longuement pensé; et pour que l'action puisse être entreprise avec fermeté, sans hésitations ni reculs, elle doit avoir été mûrement préparée.

Que les Portugais aient donc confiance ! Dans le Gouvernement ? Oûi, mais surtout en eux-mêmes. Parce que le Gouvernement continuera à travailler pour le Portugal. Mais il importe que, dans son travail, il soit accompagné par tous les Portugais. Le Portugal est à nous tous. Nous tous sommes le Portugal !

NB



EFG0000513055



S.N. I